

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

Bobigny, le 06/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CPCU**

185 rue de Bercy  
75012 Paris

Références : 61489  
Code AIOT : 0006506454

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement CPCU implanté 63 RUE ARDOIN 93400 Saint-Ouen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 21/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de la fin de l'utilisation du charbon et des essais sur la combustion de la biomasse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CPCU
- 63 RUE ARDOIN 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) exploite sur son site de Saint-Ouen, dans le cadre de son activité de production de vapeur surchauffée à 235°C pour l'alimentation de son réseau de chaleur permettant la production d'eau chaude sanitaire et du chauffage pour l'habitat et le tertiaire public ou privé dans Paris et la proche banlieue, plusieurs installations de combustion désignées comme suit :

-STO I. Chaufferie alimentée au gaz comportant 2 chaudières (ch 1 et ch 2) de puissances unitaires 140 MW.

-STO II. Chaufferie alimentée au charbon et à la biomasse comportant 2 chaudières (ch 3 et ch 4) de puissances unitaires 247,4 MW et un parc à charbon couvert de 16 000 t ainsi que 2 silos biomasse de 2 400 m<sup>3</sup>.

-STO III. Cogénération alimentée au gaz avec une puissance de 408,6 MW en mode turbine, 107 MW en mode post-combustion et 326 MW en mode air ambiant. La puissance maximale est de 515,6 MW en mode post-combustion (PC).

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeurs limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 3.2.6.2	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la fin de l'utilisation du charbon, l'exploitant a engagé la mise en sécurité des installations de stockage sur le site de la centrale et sur le site ferroviaire et doit réaliser les déclarations de cessation. L'exploitant a également présenté à l'inspection les conclusions de ses derniers essais sur la combustion de la biomasse et a transmis le 17 juillet 2024 une demande d'ajustement de sa VLE en CO pour Saint-Ouen II.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Valeurs limite d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 3.2.6.2				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Poussières totales, CO, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, et NH<sub>3</sub></u></li> </ul>				
Paramètre	Valeur limite d'émission journalière mg/Nm <sup>3</sup>	Valeur limite d'émission mensuelle mg/Nm <sup>3</sup> et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle mg/Nm <sup>3</sup>	Valeur limite d'émission en flux horaire en kg/h
Poussières totales	16	15	10	5,10
CO	100	100	100	34
SO <sub>2</sub> , si teneur en	200	200	100	68

soufre > 0,1 %				
SO <sub>2</sub> , si teneur en soufre < 0,1 %	85	85	50	28,9
NO <sub>x</sub>	200	165	150	51
NH <sub>3</sub>	15	15	15	5,1

- COVNM, HCl, HF, NH<sub>3</sub>, HAP, métaux et dioxines

Composés	Valeur limite d'émission en mg/m <sup>3</sup> (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 mn au minimum et de huit heures au maximum)	Valeur limite d'émission en flux horaire en kg/h
COVNM en carbone total	110	37,4
HCl	12 <sup>1</sup> (5 <sup>2</sup> )	4,08
HF	1	0,34
HAP <sup>3</sup>	0,1	0,0113
Mercure (Hg)	0,005	0
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal sauf Hg et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,017 (0,034 pour la somme)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)	0,340
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	0,340
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5 exprimé en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	1,7
Dioxines et furannes	0,1 exprimé en ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	0,034 mg

1 Moyenne sur la période d'échantillonnage ou moyenne journalière dans le cas où la mesure en continu est exigée conformément à l'article 10.1.5.1 du présent arrêté

2 Moyenne des échantillons sur une année ou moyenne annuelle dans le cas où la mesure en continu est exigée conformément à l'article 10.1.5.1 du présent arrêté

3 La norme NF X 43-329 précise que les composés représentant la famille des HAP sont :benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a, h)anthracène,benzo(g, h, i)pérylène, indéno(1, 2, 3-c, d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant avait informé l'inspection en 2023 de difficultés à respecter la VLE de 100 mg/m<sup>3</sup> pour la biomasse. Il avait transmis le 12 octobre 2023 une note sur les rejets en CO et les essais effectués pour maîtriser et améliorer les rejets.</p> <p>Par courrier préfectoral du 22 mars 2024, l'exploitant avait été autorisé à déroger temporairement à la VLE (VLE dérogatoire de 200 mg/m<sup>3</sup>) afin de poursuivre ses essais.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les résultats de ses essais de réglages et de nouveaux procédés destinés à réduire les émissions en CO en combustion 100 % biomasse. L'analyse des résultats conclut à la possibilité de respecter la VLE de 150 mg/m<sup>3</sup> prévue par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 pour les installations existantes sans permettre toutefois de garantir un respect de la VLE actuelle de 100 mg/m<sup>3</sup>. Dans ces conditions, les flux prescrits par l'arrêté de 2015 (et donc les conclusions sur les impacts sanitaires chroniques) ne seraient pas modifiés.</p> <p>L'exploitant précise que les essais qui avaient été réalisés lors du passage à la biomasse et qui avaient conduit le préfet à prescrire une VLE plus contraignante de 100 mg/m<sup>3</sup> avaient été réalisés sur des durées trop courtes pour identifier les limitations actuelles avec une biomasse à 100 % et un combustible de qualité variable.</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier du 17 juillet 2024 une demande de modification de la VLE du CO pour la combustion de biomasse (passage de 100 à 150 mg/m<sup>3</sup>) qui sera instruite dans un rapport distinct.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Cessation d'activité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>

**Constats :**

Suite à la fin de l'utilisation du charbon sur le site CPCU (fin d'exploitation du charbon depuis le 15 mai 2024), le site de la centrale et le site logistique ne vont plus exploiter leurs installations de stockage de charbon classés sous la rubrique 4801 à autorisation.

L'exploitant devra déclarer la cessation d'activité partielle puis transmettre à terme l'ATTES SECUR de mise en sécurité. Selon les informations dont il dispose sur la pollution et au cas où une dépollution serait nécessaire, l'exploitant devra joindre à la déclaration de cessation une demande de report de réhabilitation.

Au niveau de la centrale, les installations concernées sont les silos journaliers charbon et le stockage du parc à charbon. Les silos sont vidés, nettoyés et consignés mais pourront être réutilisés pour d'autres matériaux.

Pour le parc à charbon, une partie du stock (environ 1600 m<sup>3</sup>) n'a pas pu être évacuée par le système d'extraction existant et devra être enlevé par aspiration par une entreprise spécialisée. Les équipements sont consignés mais les dispositifs de sécurité restent opérationnels.

Concernant la pollution consécutive à l'exploitation, des prélèvements avaient été faits sur le site pour le rapport de base IED mais la réalisation de sondages au droit du parc lui-même pourrait être problématique. Compte tenu de la nature des produits stockés et de la présence d'une dalle, l'exploitant devra justifier de la nécessité ou pas de réaliser des investigations et le cas échéant de l'emplacement des sondages.

Par ailleurs l'exploitant envisage d'utiliser le parc à charbon (et le silo charbon du site logistique) pour du stockage de produits minéraux susceptibles de relever d'autres rubriques de classement, en particulier la rubrique 2516 (transit de minéraux pulvérulents) avec un seuil de déclaration de 5000 m<sup>3</sup> et d'enregistrement à 25 000 m<sup>3</sup> ou la rubrique 2517 (transit de produits minéraux non dangereux inertes) avec un seuil de déclaration de 5000 m<sup>2</sup> et un seuil d'enregistrement de 10 000 m<sup>2</sup> ou d'autres rubriques selon le type de matériaux.

Dans ce cas l'exploitant devra réaliser un porter à connaissance (PAC) de modification.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## **Annexe confidentielle**

### **Non communicable au public**

#### **Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>
- ☒ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Valeurs limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 3.2.6.2

Information confidentielle :

L'exploitant précise, concernant les essais avec injection d'inerte que cette technique bien qu'efficace (elle permettait de respecter la VLE de 100 mg/m<sup>3</sup> voire 70 mg/m<sup>3</sup>) nécessite un (re) réglage complet des paramétrages de combustion et provoque une usure rapide des installations qui limite son usage à 5 jours maximum.

Dans ces conditions cette technique ne pourrait être utilisée que de façon ponctuelle et exceptionnelle. L'exploitant va toutefois poursuivre ses essais et prévoit de stocker l'inerte sur le site logistique et la centrale.

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1

Information confidentielle :

L'exploitant précise que la réutilisation/réaménagement du parc à charbon ne pourra être complètement définie qu'après le choix de la prochaine concession.